



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

**Arrêté**

**05 MARS 2026**

**portant prolongation de l'autorisation pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers sise lieux-dits « Vigne du juge », « Le Grand Chemin », Petits Enclos » « Grands Enclos » et « Labonne » de la société LAFARGE GRANULATS pour l'exploitation d' une installation classée pour la protection de l'environnement  
située sur la commune de Le Fieu**

**Le Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L515-1, L123-19-2, R181-45 et R181-46 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L121-1 et L122-1 ;

**VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde – M. GUYOT (Etienne) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°16357 du 5 mars 2008 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sable et graviers, pour une durée de 18 ans, sur le territoire de la commune du Fieu, lieu-dit « Vigne du Juge », par la société SO.SA. ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2015, autorisant le changement d'exploitant au profit de la société Lafarge Granulats France ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16357 du 6 septembre 2017 portant sur la modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le site exploité par l'établissement Lafrage Granulats France sur la commune de Le Fieu (33230), au lieu-dit « Vigne du Juge » ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2024 modifiant le périmètre d'exploitation et la remise en état de la carrière exploité par la société Lafarge Granulats France sur la commune de Le Fieu (33230), aux lieux-dits lieux-dits « Vigne du juge », « Le Grand Chemin », Petits Enclos » « Grands Enclos » et « Labonne » ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant approbation du schéma régional des carrières (SRC) de Nouvelle-Aquitaine du 18 septembre 2025 ;

**VU** la demande de prolongation présentée en date du 11 avril 2025, par la société Lafarge Granulats ;

**VU** l'avis préfectoral de participation du public mis en ligne le 2 décembre 2025 sur le site Internet de la préfecture de Gironde, portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 8 au 22 décembre 2025 concernant la demande de prolongation d'une exploitation de carrière sise lieux-dits « Vigne du juge », « Le Grand Chemin », Petits Enclos » « Grands Enclos » et « Labonne » 33230 Le Fieu par la société Lafarge Granulats ;

**VU** le rapport du XX 11 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 5 février 2026 à la connaissance du pétitionnaire ;

**VU** le courriel du 5 février 2026 indiquant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que la totalité de l'extraction ne pourra pas être réalisée avant l'échéance de l'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, pour quatre ans seulement, ne conduit pas à dépasser la limite de 30 ans qui nécessiterait une nouvelle autorisation avec procédure complète ;

**CONSIDÉRANT** que la prolongation s'effectue sans modification du périmètre, ni des conditions d'exploitation et qu'elle ne constitue pas une modification substantielle, dans la mesure où les impacts du fonctionnement du site pendant cette prolongation ne seront pas sensiblement modifiés ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R181-18 et R181-21 à R181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Gironde ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Bénéficiaire**

Les prescriptions applicables à la société Lafarge Granulats, ci-après dénommée « l'exploitant », enregistrée au répertoire national des entreprises et des établissements sous le numéro SIREN 562 110 882 et dont le siège social est situé au 14-16 boulevard Garibaldi 92130 Issy-lès-Moulineaux, pour la carrière à ciel ouvert de sables et de graviers qu'elle est autorisée à exploiter aux lieux-dits « Vigne du juge », « Le Grand Chemin », Petits Enclos » « Grands Enclos » et « Labonne » 33230 Le Fieu, sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2008, et des arrêtés complémentaires susvisés, restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 - Prolongation de l'autorisation**

L'autorisation attribuée pour l'exploitation de la carrière sise lieux-dits « Vigne du juge », « Le Grand Chemin », « Petits Enclos » « Grands Enclos » et « Labonne » 33230 Le Fieu est prolongée jusqu'au 5 mars 2030.

### Article 3 - Mise à jour du plan de phasage et des garanties financières

L'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2017 est modifié comme suit :

- à l'article 2.1, la durée de la phase 4 est portée au 31 décembre 2026, et il est ajouté une phase 5 comme suit :

« -Phase 5 : durée d'exploitation 4 ans    Superficie exploitée : 14,2 ha »

- le tableau fixant le montant des garanties financières à l'article 2.4.1 est remplacé par le tableau suivant :

Périodes	2026-2030
Surface maximale à remettre en état durant la période considérée	S1 = 8,7 ha S2 = 5,5 ha L = 780 m
Montant des garanties financières	499 135.60 €

- le plan de phasage figurant en annexe I est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté.

### Article 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

## Article 5 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## Article 6 - Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Lafarge Granulats.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le sous-Préfet de Libourne,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Le Fieu,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 05 MARS 2026

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

François DRAPÉ





**ANNEXE – PLAN DE PHASAGE**